

Collectif « Ô Toulouse »  
s/c CASC, 10 bis rue du colonel Driant  
31400 – Toulouse

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Collectif « Ô Toulouse » vient de prendre connaissance du communiqué de presse de J.L. Moudenc. Le Collectif ne sous estime pas, surtout dans cette période d'austérité, les économies que pourront réaliser les habitants de la Métropole, et en particulier les personnes les plus défavorisées.

Mais il tient cependant à souligner les points suivants.

J.L. Moudenc ne manque pas d'air en évoquant « un débat citoyen intense », alors que depuis plus d'un an, le seul débat qu'il a organisé, dans la précipitation, est celui du 13 novembre, soit 2 jours avant sa décision. Nous lui rappelons que pour l'essentiel (en dehors surtout du CODEV) ce débat a été le fait de notre Collectif, notamment par de multiples réunions publiques, des dizaines de milliers de tracts d'information, des rencontres avec les maires et/ou les conseils municipaux, etc.

A l'heure qu'il est, les élus, pas plus que les citoyen.ne.s, ne peuvent se faire une idée objective, en dehors des tarifs, des éléments concrets résultant de la négociation avec Veolia et Suez. Ce nécessaire éclairage implique non seulement de connaître le rapport d'analyse des offres ainsi que les contrats de délégation avec annexes qui seront soumis au vote du 13 décembre, mais aussi le contenu de l'étude portant sur la régie.

Il s'étonne que J.L. Moudenc annonce non seulement le mode de gestion choisi, mais aussi les délégataires, avant même d'en avoir informé la Commission d'Appel d'Offres, le CTP (Comité Technique Paritaire) et la CCSPL (Commission Consultative des Services Publics Locaux).

Il s'étonne aussi d'un différentiel de tarifs avec la régie de 17,5%, cas contraire aux situations généralement constatées. Cela révèle sans doute la concurrence entre les deux entreprises, mais pose aussi question sur le fait que, si Veolia et Suez ont défendu avec acharnement leurs intérêts, il n'y avait aucune instance (élus, association, cabinet d'expertise) prenant en charge la défense de la régie avec au moins autant de conviction qu'ont pu le faire Veolia et Suez pour leurs propres intérêts.

C'est pourquoi, compte tenu des tous ces éléments, le Collectif « Ô Toulouse » réserve son avis définitif.

Toulouse, le 15 novembre 2018.

Contact : Lucien Sanchez (06 81 08 96 44)/Marie-Françoise Vabre (06 30 13 28 64)